

Commission statutaire du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État

Session du 9 juillet 2013

Dispositions de nature indemnitaire

Ministère de la décentralisation et de la fonction publique

Projet d'arrêté portant extension de la prime de fonctions et de résultats au corps interministériel des attachés d'administration de l'État et fixant les montants de référence de cette prime

Projet d'arrêté pris pour l'application au corps interministériel des attachés de l'administration de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État

Projet d'arrêté pris pour l'application aux corps des assistants et conseillers techniques de service social des administrations de l'État ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État

*

* *

Le premier projet d'arrêté étend, temporairement, la prime de fonctions et de résultats (PFR) au corps interministériel des attachés d'administration de l'État. Celui-ci a été créé par le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011, complété par le décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013. Il procède à la fusion de seize corps d'attachés et institue un troisième grade, le grade d'attaché hors classe.

Les différents corps d'attachés, fusionnés dans le cadre de ce nouveau corps interministériel, bénéficiaient tous de la PFR mais avec des barèmes différenciés. Il s'agit donc ici non seulement de fonder réglementairement le régime indemnitaire de ce nouveau corps interministériel, mais également d'en tirer toutes les conséquences statutaires avec une harmonisation des plafonds applicables et l'élaboration de montants de référence propre au grade d'attaché hors classe.

Cette extension de la PFR n'est que temporaire. Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'État prévoit, en effet, dans son article 7, que le corps interministériel des attachés d'administration de l'État devra adhérer au nouveau dispositif, au plus tard le 1^{er} juillet 2015.

Tel est l'objet du deuxième projet d'arrêté. Ce texte, pris en application des dispositions du décret du 20 mai 2014 susmentionné, détermine donc pour ce corps :

- quatre groupes de fonctions ainsi que les plafonds de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) y afférents, y compris pour les agents bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service ;
- les montants minimaux de l'IFSE fixés par grade ;

- les montants maximaux du complément indemnitaire annuel.

Enfin, le troisième projet d'arrêté est également pris en application du décret du 20 mai 2014. Les corps des assistants et conseillers techniques de service social ainsi que l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État doivent, en effet, bénéficier des dispositions de ce décret au plus tard le 1^{er} juillet 2015. Le projet d'arrêté détermine donc, pour chaque corps :

- deux groupes de fonctions ainsi que les plafonds de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) y afférents, y compris pour les agents bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service ;
- les montants minimaux de l'IFSE fixés par grade ;
- les montants maximaux du complément indemnitaire annuel.

Telles sont les dispositions des trois projets d'arrêté qui soumis à votre approbation.